

La recherche et l'avenir du Québec

Allocution prononcée par

M. Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal, à l'occasion du colloque « Le Québec à l'heure des choix » organisé par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Le 30 mai 2005

On m'a demandé, en ma qualité de coprésident de ce colloque, de conclure les présentations d'aujourd'hui sur la recherche et l'innovation au Québec. J'aimerais plutôt inscrire les questions qui ont été soulevées tout au long de cette journée dans une perspective plus large, beaucoup plus large.

Le Québec, le monde

On ne peut pas parler d'innovation et de recherche au Québec sans parler de la place du Québec dans le monde. Et on ne peut pas parler de la place du Québec dans le monde sans déplorer le peu d'intérêt que soulève cette question depuis quelques années.

Vous le savez comme moi, le débat public est aujourd'hui monopolisé presque exclusivement par des questions d'ordre local. La gestion des soins de santé, la modernisation de l'administration publique, le prix de la vache de réforme, le financement de nos infrastructures : tout, je dis bien tout ce qui vient alimenter le débat public actuellement relève de la maison. Même la réforme de l'État reste une question essentiellement domestique. Et que dire du scandale des commandites !

J'ai l'intime conviction que ces débats, si nécessaires soient-ils dans certains cas, nous distraient d'enjeux nettement plus fondamentaux. Des enjeux qui

sont liés à l'économie du savoir et à la mondialisation. Des enjeux qui engagent l'avenir de la société québécoise de manière beaucoup plus profonde que le prolongement de l'autoroute 25.

Contrairement à ce qu'on pense, la mondialisation n'est pas en marche. Elle est déjà chose faite. Le nouveau monde est là, devant nous. Et il faut être bien aveugle pour ne pas le voir tel qu'il est, c'est-à-dire aspiré, d'un côté, par la croissance débridée des pays émergents et, de l'autre, par la course à l'innovation des pays développés.

Il faut, je crois, voir dans le colloque d'aujourd'hui une invitation à prendre la mesure des nouveaux défis qui guettent les sociétés occidentales, et les petites sociétés comme le Québec en particulier. Quels sont ces défis ? Comment les relever ? Quels choix faire ? Ou ne pas faire ? Plusieurs intervenants ont apporté aujourd'hui des éléments de réponses à ces questions.

La recette est connue, elle passe essentiellement par des choix stratégiques en faveur du savoir, de sa production, de sa diffusion et de sa valorisation : financement soutenu de la R-D, qualité du système d'éducation du préscolaire au post-doctoral, formation continue, etc. Dans un contexte mondialisé, la pierre d'assise de la prospérité, ce n'est plus les ressources naturelles, c'est la qualité du capital humain et la capacité d'innover. L'économie du savoir fait de la main-d'œuvre hautement qualifiée le

premier vecteur du développement. C'est d'un vivier de compétences que les entreprises ont besoin pour se démarquer de nos jours.

Small is beautiful if, and only if...

Les petites sociétés sont loin d'être démunies dans le monde globalisé d'aujourd'hui. Je sais que beaucoup de gens doutent de leur capacité innovante. Mais comme vient de le montrer Camille Limoges, les « lilliputiens » disposent souvent d'une souplesse et d'une force de frappe qui font défaut à leurs cousins démographiquement et industriellement plus musclés et qui leur permettent de tirer leur épingle du jeu mondialisé des échanges.

Certes, les grands pays comme les Etats-Unis, le Japon ou l'Allemagne ont dans leur manche des cartes qui font l'envie de tous : un marché interne qui les rend moins dépendants des exportations pour épuiser les économies d'échelle au niveau de la production et pour amortir rapidement les coûts fixes de l'innovation; des masses critiques nombreuses et diversifiées dans tous les domaines de production des savoirs nouveaux; un marché des capitaux plus diversifié et plus fluide, etc.

Et pourtant, ce sont souvent les petits pays, comme la Suède ou la Finlande, qui figurent en tête des classements selon le niveau de vie ou la capacité d'innovation. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas le choix de s'ouvrir au monde. Parce que la concertation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs sociaux et économiques y est nécessaire et, donc, souvent plus aisée.

Parce qu'ils sont capables de se retourner rapidement et de prendre les décisions qui s'imposent le moment venu. Parce qu'ils ont fait le choix d'une éducation de qualité supérieure, qui est le fondement de toute prospérité. Enfin, parce qu'ils sont capables de flexibilité à une époque de changement et de mutation permanente.

Le Québec présente plusieurs caractéristiques de ces lilliputiens dont on vante tant la prospérité. Mais sans le dynamisme, la cohésion et la cohérence qui sont la marque de ces pays. Pourquoi ? Que nous manquent-ils qu'ont les Suédois, les Finlandais, les Irlandais ? Que font-ils que nous ne faisons pas ? Quels choix ont-ils fait que nous tardons à faire ?

Après tout, le Québec consacre lui aussi une part importante de son PIB à la recherche et au développement – ce que j'appelle le Produit Intelligent Brut. Tout comme les pays scandinaves, il dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Comme eux, son économie s'est transformée pour faire une plus large place à des secteurs à valeur ajoutée, comme l'industrie pharmaceutique, l'aérospatial, les sciences de la vie, les télécommunications, le multimédia, ou encore les nanosciences.

Alors, si le Québec est le cousin rapproché de ces pays à succès, pourquoi ne se distingue-t-il pas tout autant ? Essentiellement, parce que le Québec ne s'est pas doté d'un instrument public fort, nécessaire aux petits pays pour pouvoir s'insérer dans le nouvel espace mondialisé et être au diapason du régime innovant de la mondialisation.

Dans les petites sociétés, on doit compter sur le gouvernement pour catalyser une activité aussi transversale et économiquement innervée que l'innovation. La recherche et l'innovation sont des phénomènes complexes, des forces qui traversent toutes les composantes d'une société, depuis l'enseignement primaire jusqu'à la construction de laboratoires de pointe, en passant par l'État et les entreprises, petites, moyennes et grandes.

Le propre de l'innovation, c'est qu'elle n'apparaît pas nécessairement là où on l'attend. Le propre de la recherche, c'est que ses plus beaux fruits ne poussent pas nécessairement là où on les attend. Voilà pourquoi créer un environnement favorable à l'une et à l'autre est un exercice si difficile, qui touche l'ensemble de la société. Voilà pourquoi, sans volonté politique, il est impossible de créer un tel environnement.

C'est pourquoi le Québec doit mettre sa politique de développement du savoir et de l'innovation au sommet de ses priorités. Pour l'instant, nous ne faisons qu'en parler, et encore, du bout des lèvres. Le financement de la recherche stagne, celui de l'éducation est insuffisant. Cette attitude attentiste a des effets pervers sur notre capacité concurrentielle. Elle trahit surtout, pour le moment, un manque de leadership au plus haut niveau politique là où justement il est urgent de prendre l'initiative.

La Finlande : un exemple à suivre

Je propose donc de prendre exemple sur la Finlande. Qu'ont fait les Finlandais pour s'inscrire durablement dans la société de savoir? Ils se sont donné un instrument de concertation au plus haut niveau. Ils ont créé un conseil. Pas un simple comité consultatif. Mais bien un Conseil de politiques des sciences et de la technologie, présidé par le premier ministre et réunissant les ministres responsables des secteurs liés à l'innovation, ainsi qu'une poignée de représentants d'organisations scientifiques, d'universités et de l'industrie (autant du côté de l'employeur que des employés). En tout, une vingtaine de personnes dont la plupart ont une compétence en science et en technologie, et qui se chargent d'établir les priorités du gouvernement, d'élaborer les grandes politiques et d'en assurer le suivi.

« Policies matter », comme on dit, et les succès finlandais, suédois et irlandais sont là pour le prouver. On n'a pas ça au Québec et on en souffre. On a une infrastructure de recherche très développée, des fonds de recherche très bien structurés, mais on a l'impression que ces organes de développement scientifique n'ont pas l'oreille des plus hautes autorités. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, seulement nous n'avons pas réalisé que la science, la recherche, l'innovation, sont plus qu'un ramassis de mesures sectorielles dans le monde d'aujourd'hui.

Je ne suis pas ici pour quémander, encore une fois, un meilleur financement de l'éducation et de la recherche puisque l'on sait déjà que c'est ce qu'il faut

faire. Ce qu'il nous manque, c'est la volonté politique de faire du savoir, de tout ce qui touche au savoir, la priorité des priorités.

Le gouvernement doit se Committre à cet égard, et je pense que la création d'une instance comme celle dont je parlais, inspirée du modèle finlandais, enverrait un signal clair à la population. Cette instance n'aurait pas seulement pour mandat d'élaborer un plan d'action qui embrasserait tous les aspects de l'innovation (éducation, recherche, fiscalité), elle aurait aussi la responsabilité d'en surveiller l'application et de rendre des comptes à la population.

L'heure des choix

Le contexte est d'ailleurs tout à fait favorable à la création d'une telle instance. Je ne prendrai qu'un seul exemple : le vieillissement de la population. Sur ce sujet, je dois dire que je ne partage pas la lecture essentiellement pessimiste qui prévaut en ce moment. Depuis deux ans, on assiste à une sorte de mortification collective autour du vieillissement de la population et de la précarité de nos finances publiques. C'est comme si on nous disait : « Il faut réinventer le Québec, mais comme on vieillit et qu'on est pauvre, on ne peut rien faire... ».

Il me semble au contraire que les départs des baby-boomers à la retraite nous offre une occasion en or de renouveau! Dans la fonction publique québécoise, on prévoit que d'ici 2012, près de 25 000 personnes, soit 43 % des effectifs, auront quitté. Dans les universités, on estime à environ 1000 le

nombre de professeurs qu'il faudra embaucher chaque année d'ici la fin de la décennie. Au niveau de l'emploi en général, 424 000 personnes qui occupaient un emploi en 2003 avaient 55 ans et plus, un nombre qui ne fera qu'augmenter dans les années qui viennent.

On assiste donc, d'ores et déjà, à un renouvellement massif de la main-d'œuvre dans tous les secteurs de l'économie québécoise. Ce qu'il faut faire, c'est saisir cette occasion pour revoir nos façons de faire, bâtir un projet de société gagnant, développer de nouveaux créneaux. C'est ce que nous avons fait, à plus petite échelle, à l'Université de Montréal. Nous n'avons pas renouvelé le tiers de notre corps professoral en cinq ans, nous avons profité de cet important renouvellement pour mettre en place d'autres structures de recherche et d'enseignement et pour préparer l'université aux défis des quarante prochaines années. Et je peux vous dire que le succès ne s'est pas fait attendre.

Une chance unique s'offre à nous de faire passer le Québec à une nouvelle étape de son développement. Innover, ce n'est pas uniquement faire les choses différemment, c'est surtout faire autre chose. Et c'est ce que permet un grand changement de la garde comme celui qui se prépare en ce moment au Québec, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

De maîtres chez nous à maîtres chez eux

Le Québec est déjà maître chez lui, il lui reste à être maître hors de ses frontières. J'ai confiance en notre capacité de concertation et notre volonté

commune d'avancement collectif. Si le gouvernement du Québec fait preuve de leadership et se donne une structure souple et efficace de concertation dans le vaste domaine du savoir, nous pourrons faire les bons choix.